Le dollar canadien

Il faut bien entendu trouver des solutions à long terme. Nous devons donc travailler ensemble, libres de tout esprit de parti, pour trouver ces solutions qui résoudront enfin le problème du dollar et les autres difficultés qui y sont reliées. La faible productivité est un grave problème au Canada. On a rappelé à ce sujet la situation des États-Unis, qui est dans le même cas. Dernièrement, *The Economist* a publié un article signalant que sur les sept principaux pays de l'OCDE, c'est aux États-Unis que l'augmentation de la productivité était la plus faible. La Grande-Bretagne se plaçait au second rang et le Canada au troisième. C'est un triste record et nous devons nous efforcer d'y remédier. Nous devons donc fixer des objectifs économiques à long terme, et c'est ce que nous allons faire.

M. Gillies: Vous avez eu 15 ans pour vous y mettre.

M. Johnston (Westmount): J'ai l'impression que les députés du NPD ne sont pas de cet avis, qu'ils ne croient pas que nous devons avoir plus d'investissements étrangers au Canada. Notre dette est trop élevée et c'est une des raisons du fort déficit de notre balance des paiements, ce qui fait peser sur notre économie un service de la dette extrêmement lourd. Mais comme beaucoup s'opposent aux investissements étrangers, on a assisté à un repli de ces investissements qui n'a certainement pas joué en faveur du raffermissement du dollar. Nous devrions donc adopter une série de mesures fiscales solides pour attirer les capitaux dans le secteur industriel.

M. Gillies: Je le répète, vous avez eu quinze ans pour cela.

M. Johnston (Westmount): Le gouvernement a adopté ce genre de programme et c'est ce que nous devrions discuter aujourd'hui. Nous devons également soigneusement contrôler la masse monétaire. A cet égard je trouve que la Banque du Canada a admirablement tenu son rôle en maintenant la masse monétaire dans les étroites limites M1. Il est peut-être temps de l'accroître. Ce sont des questions qu'on est en droit de poser et à propos desquelles il serait intéressant que la Chambre étudie les diverses idées proposées.

• (2140)

L'opposition n'a exprimé qu'une seule idée valable et je voudrais en parler brièvement. Cet après-midi, le chef de l'opposition (M. Clark) nous a dit que pour stimuler l'économie, le parti progressiste conservateur propose de réduire les impôts. A ma connaissance, l'opposition officielle n'a fait qu'une seule proposition concrète au sujet de cette réduction des impôts et il s'agit de rendre déductible l'intérêt hypothécaire et l'impôt foncier dans une certaine mesure. Personnellement, je ne dirais pas que c'est ridicule parce que moi aussi j'ai déjà proposé la même chose. Toutefois, après avoir soigneusement étudié cette possibilité, ce que j'aurais cru que le parti progressiste conservateur ferait, je me suis rendu compte que cela serait le pire coup à porter aux Canadiens.

Cette politique est de la folie pure si on songe à la productivité dont le pays a besoin et si on songe qu'il faut susciter des investissements dans les régions où nous devrons développer un secteur industriel compétitif qui permettra à notre dollar de regagner un niveau qui sera jugé satisfaisant pour tous les secteurs de l'économie.

Un certain nombre d'entre nous se sont rendus dans le courant de la semaine dernière à Washington pour s'entretenir avec les Américains de leur expérience dans ce domaine. Je dirai que tout observateur un tant soit peu informé—de toute façon tous les représentants du gouvernement américain et tous les économistes de renom—seraient littéralement horrifiés à l'idée d'appliquer une telle mesure dans leur pays. Ils feraient tout ce qui est en leur pouvoir pour l'éviter à cause des inégalités et des problèmes sociaux qu'elle crée et des différentes répercussions négatives qu'elle pourrait avoir sur la scène économique de leur pays. Or, ces répercussions négatives seraient certainement encore plus graves au Canada. Les Américains s'en accommodent depuis 1913, non pas parce qu'ils ont délibérément choisi cette politique mais parce qu'ils en ont hérité et voilà que les conservateurs essaieraient de nous la refiler si jamais ils arrivaient au pouvoir.

Je n'entends pas étudier par le menu les problèmes que cette mesure pourrait causer, parce que je considère que cela n'entre pas dans le cadre de notre débat, sauf peut-être pour un point. La déduction des intérêts sur les prêts hypothécaires et des impôts fonciers favorisent de toute évidence les groupes des nantis. Une telle mesure permettrait à une certaine couche privilégiée de la population de disposer d'un certain revenu à sa guise. Ces gens-là sont pourtant moins susceptibles que les gagne-petit d'utiliser ce revenu pour acheter des marchandises et ils pourraient très bien être tentés d'aller l'investir à l'étranger. A vrai dire, une telle initiative pourrait très bien inciter les gens à acheter des propriétés plus coûteuses au détriment du secteur industriel.

On a parlé des problèmes qui assaillent nos amis américains. En voici un. Aux États-Unis, par rapport au produit national brut, les capitaux consacrés au secteur commercial sont à peu près trois fois moindres qu'au Japon. Je vous exhorte à vous méfier de tout programme de ce genre, c'est d'ailleurs le seul que l'opposition officielle ait proposé. Non seulement il aurait des répercussions catastrophiques sur le plan économique mais aussi sur le plan monétaire car il ne permettrait pas d'atteindre l'objectif visé, même s'il était appliqué en toute bonne foi.

Il m'arrive de citer quelques auteurs, à l'instar des autres députés. Il est question de la valeur que devrait avoir le dollar canadien. A ce sujet, le député de Don Valley a déclaré que, d'après certaines personnes, il devrait valoir entre 88 et 92c. Nous savons à quel niveau notre dollar est rendu actuellement. Bien des observateurs se servent d'un critère objectif et ne se fient pas à leur réaction instinctive, à leur fierté ou à ce que coûtent les œufs de l'autre côté de la frontière. J'ai sous les yeux le numéro de février du «International Bank Credit Analyst» qui renferme un tableau sur le prix de main-d'œuvre, que l'on trouve également dans d'autres publications. On peut constater la main-d'œuvre unitaire par rapport au rendement, au Canada, compte tenu du taux du change, coûte à peine moins cher que celle des États-Unis, ce qui signifie que nous sommes des concurrents égaux. Ce n'est donc pas par hasard, à mon avis, que le dollar canadien flotte entre 83 et 85c. Nous ne sommes pas en situation de crise. Les seuls à s'alarmer au Canada et à revenir à la charge tous les jours sont les députés de l'opposition.